

ZERO PAS NET :

Comment les objectifs à « zéro émission nette » dissimulent l'inaction politique

Document d'information technique réalisé conjointement par des organisations luttant pour la justice climatique

OCTOBRE 2020

act:onaid



TWN
Third World Network

what?
next?

Loin de refléter une ambition climatique, l'expression « zéro émission nette » est employée par une majorité de gouvernements et d'entreprises qui polluent pour fuir leurs responsabilités, reporter le poids des efforts sur les autres, masquer leur inaction politique, voire, dans certains cas, intensifier l'extraction et l'utilisation de combustibles fossiles et augmenter leurs émissions. Ils utilisent l'expression pour « éco-blanchir » leurs activités et continuer à polluer comme avant, voire encore plus qu'avant. Au cœur de ces engagements, des objectifs insuffisants et lointains qui n'appellent à aucune action pendant des décennies, et des promesses de technologies qui ne fonctionneront probablement pas à grande échelle et qui causeraient certainement de profonds dégâts si elles venaient à être appliquées.

Points clés:

- L'expression « zéro émission nette » est utilisée par les plus gros pollueurs du monde et par les gouvernements comme écran de fumée pour masquer leur inaction et leurs activités nocives pour le climat.
- « Zéro émission nette » ne signifie pas « zéro émission », et l'expression ne doit pas être prise pour argent comptant.
- Il n'y a tout simplement pas assez de terres disponibles sur la planète pour l'ensemble des plantations forestières et des bioénergies avec captage et stockage du carbone (BECCS) prévues comme compensations par les entreprises et gouvernements dans leurs programmes à « zéro émission nette ».
- Les objectifs climatiques à « zéro émission nette » sont en réalité un blanc-seing collectif pour continuer à émettre plus de gaz à effet de serre (GES), en espérant que les technologies ou les plantations forestières pourront, à l'avenir, absorber le dioxyde de carbone (CO₂) de l'atmosphère.
- En délocalisant les efforts de piégeage du carbone vers les terres et plantations forestières des pays du Sud - très peu responsables de cette crise climatique - la plupart de ces objectifs climatiques à « zéro émission nette » opèrent, dans les faits, une forme de colonialisme du carbone.
- De nombreux gouvernements et entreprises se sont engagés à atteindre « zéro émission nette » à une échéance très lointaine, aggravant encore davantage les dommages. « Zéro émission nette à l'horizon 2050 », c'est trop peu, et trop tard.
- Lorsqu'on évalue les objectifs à « zéro émission nette », il est important de garder à l'esprit des questions éthiques et d'équité clés : à qui appartiennent ces terres? Et ces forêts? Qui produit des émissions? Qui est responsable?
- Plutôt que de compter sur des technologies futures et des accaparements de terres destructeurs, il faut des projets climatiques qui réduisent vraiment les émissions à zéro, de manière drastique.

Introduction

Les objectifs climatiques à « zéro émission nette » sont de plus en plus vantés au niveau international. De nombreux gouvernements et entreprises ont déjà déclaré des objectifs climatiques à « zéro émission nette ». Le gouvernement britannique, qui présidera la COP26, prétend se servir du sommet climatique mondial de 2021 pour mettre la pression sur les pays et les entreprises pour qu'ils annoncent de nouveaux objectifs à « zéro émission nette ». Beaucoup d'organisations, de médias et de politiques présentent cela comme un signe positif, montrant que le monde est sur la bonne voie pour éviter un dérèglement climatique hors de contrôle. Or c'est loin d'être le cas.

Si l'expression « zéro émission nette » peut en donner l'illusion, elle ne veut PAS dire « zéro émission ». Dans presque tous les cas, elle signifie même le contraire, et elle s'inscrit dans une démarche d'éco-blanchiment des pollueurs. La plupart des objectifs à « zéro émission nette » reposent sur des projets vagues, truffés de failles, pour leur permettre de continuer à accroître leurs émissions - souvent sur des décennies - en se basant sur l'hypothèse que de nouvelles technologies (risquées, encore non éprouvées, et nocives) viendront éliminer du dioxyde de carbone de l'atmosphère et compenser ou annuler ces émissions. Or ce processus d'« élimination » repose en général sur les pays du Sud. Ce qui signifie que les pays les moins responsables de la crise climatique, qui subissent déjà les plus fortes répercussions de l'urgence climatique, porteraient en plus sur leurs épaules le poids des efforts que les pays du Nord ou développés devraient fournir pour réduire leurs émissions.

Les objectifs à « zéro émission nette » ne doivent pas être pris pour argent comptant, ni être interprétés comme un progrès vers un avenir climatique sûr, comme le laissent croire ces gouvernements et entreprises. De faibles objectifs à « zéro émission nette » accélèrent en réalité notre dangereuse trajectoire vers un dérèglement climatique effréné.

La société civile, les médias et les gouvernements doivent sonder attentivement les effets d'annonce pour

évaluer s'ils engagent à prendre de vraies mesures, ou (c'est plus probable) s'ils ne sont que des slogans vides qui ne requièrent aucune action dans les délais qui nous intéressent. Il ne faut pas se laisser bernier par ces slogans et dénoncer les tentatives d'instrumentalisation de l'expression faisant diversion ou remettant les véritables réductions d'émissions à plus tard. Un examen minutieux et une forte pression sont indispensables pour opérer la transformation nécessaire à une véritable réduction à zéro émission et éviter le chaos climatique.

Des mesures pour véritablement réduire à zéro les émissions

La planète Terre est en train de franchir tellement de points de basculement environnementaux qu'un réchauffement de plus de 1,5°C pourrait être atteint en moins de dix ans.¹ Vraiment mettre en place les mesures nécessaires pour éviter une catastrophe climatique incontrôlée requiert des pays du Nord et des sociétés transnationales un arrêt rapide de toute pollution et une réduction de leurs émissions annuelles à zéro ou presque en dix ans.

Nous avons besoin d'objectifs intermédiaires extrêmement ambitieux à 2025 et 2030 pour mettre ces projets sur les rails. Pour vraiment réduire leurs émissions à un objectif significatif de zéro, les gouvernements - notamment ceux des pays développés les plus riches, qui ont la plus forte responsabilité historique dans cette crise climatique - doivent restructurer de nombreux secteurs, comme le secteur de l'énergie, de l'agriculture, des transports, du logement et de l'industrie. En parallèle, les écosystèmes à forte biodiversité doivent être protégés et restaurés pour réduire rapidement les émissions. Or toutes ces tâches doivent être accomplies dans le respect des droits humains. Le rôle des équipements et services publics doit être revu afin d'y intégrer une planification.

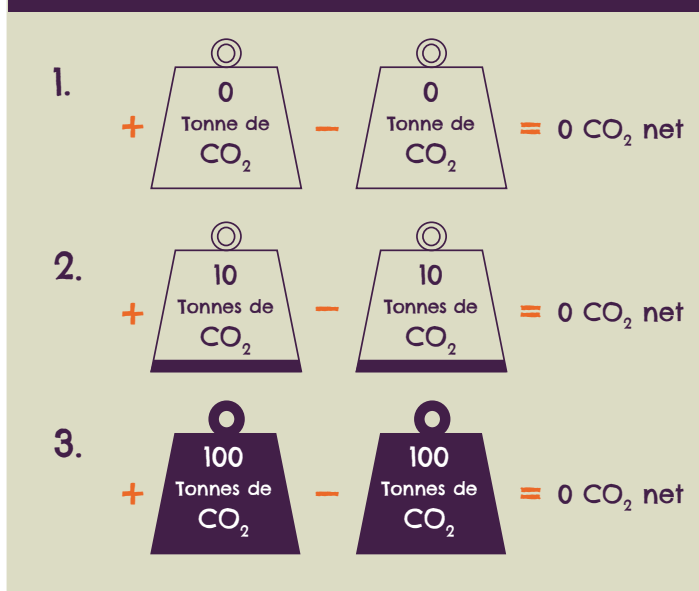
Les mesures climatiques pour de vraies émissions à zéro demandent une énorme dose de courage pour défier les modèles économiques en place, le pouvoir des entreprises et les systèmes actuels détraqués, à l'origine des crises de la biodiversité et du climat.

1. Lenton, T. et al (2019), "Points de basculement climatiques: un pari trop risqué", <https://www.nature.com/articles/d41586-019-03595-0>

« Zéro émission nette » ne veut pas dire « zéro émission »

Que signifie donc « zéro émission nette », et quelle différence avec « zéro émission »? La réponse se trouve dans les détails.

Figure 1: Comment “zéro émission nette” dissimule la quantité réelle d’émissions



Ces différents scénarios illustratifs débouchent sur zéro tonne nette de CO₂.

Le **premier** scénario n’implique aucune pollution.

Le **deuxième** scénario induit une légère pollution et une légère suppression de CO₂.

Le **troisième** scénario induit une importante pollution et demande une suppression de CO₂ considérable.

Compter sur une suppression de CO₂ implique des dommages sociaux et environnementaux colossaux et pose de vrais défis technologiques.

Le « nette » de l’expression « zéro émission nette » dissimule des intentions de continuer à polluer comme avant, voire encore plus qu’avant. Plus il y a d’émissions à compenser pour arriver à zéro, moins l’objectif est ambitieux.

Notre capacité à éliminer du CO₂ de façon permanente de l’atmosphère est limitée.² Il est dangereux de présupposer que nous pouvons continuer à libérer de grandes quantités de GES dans l’atmosphère et que la Terre aura la capacité technologique ou écologique suffisante pour absorber tous les GES émis dans le cadre des programmes à « zéro émission nette » de tous les pays et entreprises.

Plutôt qu’attendre de pouvoir éliminer ou compenser ces GES, les objectifs climatiques doivent viser à rapprocher le plus possible de zéro les quantités de GES produits, et à limiter ces quantités de GES ajoutés à l’atmosphère.

Des questions clés doivent être posées afin de dénoncer les failles cachées de ces objectifs à « zéro émission nette ». Ainsi :

- Une fois les objectifs à « zéro émission nette » atteints, à quels niveaux la pollution aux GES se poursuivra-t-elle? Les émissions de GES seront-elles réduites à quasiment zéro, ou pas?
- Sur quelle quantité de CO₂ éliminé repose le programme pour atteindre « zéro émission nette »? Comment et où sera obtenue cette élimination de CO₂?
- Quels secteurs et quels GES sont pris en compte? La totalité ou seulement une partie?³
- Combien d’années ou de décennies faudra-t-il avant qu’un pays/une entreprise se targue d’avoir atteint « zéro émission nette »?
- D’ici à l’échéance envisagée pour atteindre « zéro émission nette », combien d’émissions cumulées auront été ajoutées à l’atmosphère au total?
- Ces émissions seront-elles dépassées, risquant de provoquer un réchauffement supérieur à 1,5°C avant l’élimination de ce CO₂, et aggravant considérablement le danger de dépasser un point de basculement irréversible?

2. Dooley, K. & Kartha, S. (2018) "Emissions négatives terrestres: risques pour l’atténuation du changement climatique et impact sur le développement durable" <https://link.springer.com/article/10.1007/s10784-017-9382-9>

3. Kuriakose, J et al. (2019) "Fixer des objectifs climatiques: quand est-ce que « zéro émission nette » signifie vraiment « zéro émission nette »?" http://blog.policy.manchester.ac.uk/energy_environment/2019/04/setting-climate-targets-when-is-net-zero-really-net-zero/

« Zéro émission nette » : un pari très incertain aux conséquences potentielles graves

Malheureusement, un nombre incroyable d'objectifs à « zéro émission nette » de gouvernements et entreprises partent du principe que de vastes plantations forestières (généralement dans les pays du Sud) ou des technologies non éprouvées (comme le piégeage direct dans l'air - *Direct Air Capture* - ou les BECCS) feront le gros du travail de compensation d'émissions par ailleurs croissantes.⁴

Il est inconscient de se reposer sur des technologies futuristes dont beaucoup d'experts doutent du fonctionnement à grande échelle. Certaines approches exigeraient d'énormes surfaces de terres pour y installer de nouvelles plantations forestières en monoculture, qui induiraient probablement des conflits concernant l'alimentation, les ressources en eau, les écosystèmes et les moyens de subsistance. Certains envisagent d'allouer des centaines de millions - voire des milliards - d'hectares de terres aux bioénergies (pour les BECCS) ou aux plantations

forestières de compensation. L'agriculture rurale et les peuples autochtones des pays du Sud se verraient probablement expulsés de leurs terres. Le manque de terre, la famine et la flambée des prix des denrées alimentaires toucheraient de manière disproportionnée des populations et communautés qui sont très peu responsables du changement climatique, aggravant l'injustice déjà profonde de la crise climatique.⁵

Il n'y a tout simplement pas assez de terres disponibles sur la planète pour l'ensemble des programmes de compensations prévus par les entreprises et les gouvernements sous forme de plantations forestières et de BECCS. Et compter sur l'élimination de grandes quantités de CO₂ ouvre la voie à des solutions de « géoingénierie » fantaisistes et dangereuses.

Les objectifs à « zéro émission nette » masquent ainsi de profondes inégalités et injustices. Les entreprises, les pays du Nord et les élites prévoient de continuer à brûler des combustibles fossiles en prétendant que les forêts et les terres du Sud absorberont leurs émissions, et que les communautés en première ligne, les femmes et les jeunes en paieront le tribut, de leurs moyens de subsistance voire de leurs vies.



Les programmes à « zéro émission nette » font la une. Photo: WhatNext?

4. ActionAid (2015) "Pas net: comment le "zéro émission nette" va différer l'action climatique et provoquer des accaparements de terres", <https://actionaid.org/publications/2015/caught-net-how-net-zero-emissions-will-delay-real-climate-action-and-drive-land>
5. ActionAid (2019) "BECCS: une dangereuse diversion", <https://www.actionaidusa.org/publications/beccs-a-dangerous-distraction/>

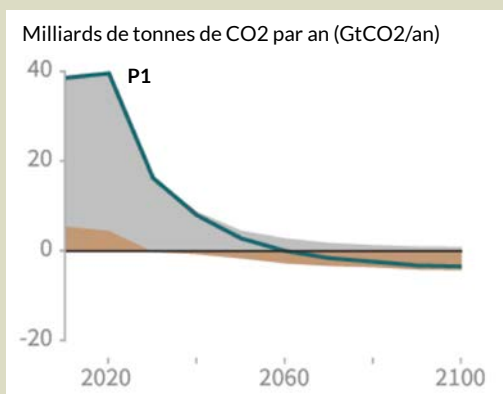
Figure 2: Quatre modèles de trajectoires élaborés par le GIEC

En 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a publié son influent « Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C ». ⁶ Les quatre graphiques ci-dessous montrent quatre des différentes trajectoires potentielles de réduction du réchauffement à 1,5°C. ⁷

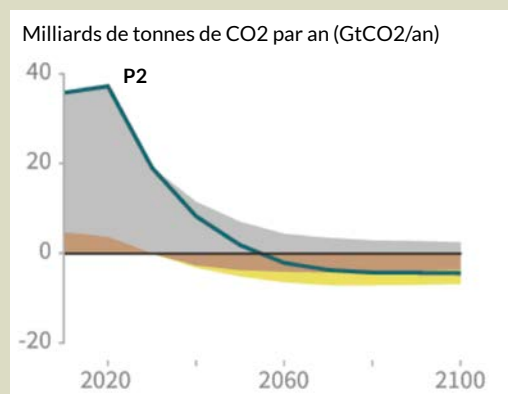
Ces quatre scénarios montrent que plus il y a de GES émis dans l'atmosphère via les combustibles fossiles et l'industrie (zone grise au-dessus de la ligne horizontale), plus il faudra en supprimer de l'atmosphère à travers l'agriculture, la foresterie et une autre utilisation des terres (AFOLU - en marron) ou les BECCS (en jaune) sous la ligne horizontale.

Étant donné le risque que les BECCS soient inapplicables à grande échelle et qu'elles causent des dégâts considérables, la seule option réaliste et équitable pour contenir le réchauffement mondial à 1,5°C est de réduire les émissions des combustibles fossiles à zéro le plus tôt possible, afin de limiter la quantité totale de GES libérés dans l'atmosphère.

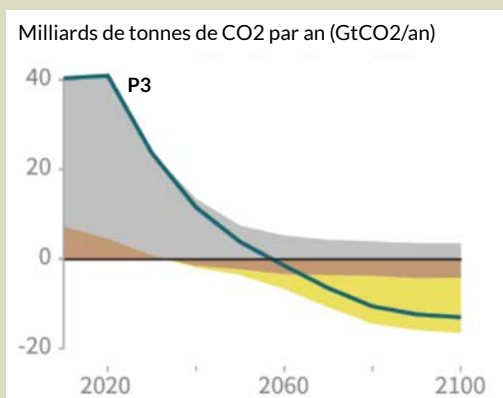
Points clés: ● Combustibles fossiles et industries ● Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres ● Bioénergies avec captage et stockage du carbone



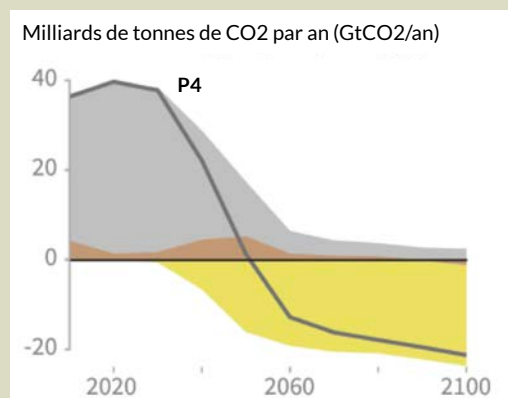
P1: Un scénario dans lequel les innovations sociales, commerciales et technologiques produisent une moins forte demande en énergie jusqu'en 2050, tandis que les niveaux de vie augmentent, en particulier au Sud. Un système énergétique réduit qui permet une décarbonation de l'approvisionnement en énergie. Le reboisement est la seule option d'élimination de CO₂ envisagée; ni les combustibles fossiles avec capture et stockage du carbone ni les BECCS ne sont utilisés.



P2: Un scénario fortement axé sur la durabilité intégrant l'intensité énergétique, le développement humain, la convergence économique et la coopération internationale, ainsi qu'un virage vers des modèles de consommation sains et durables, des innovations technologiques à faible émission de carbone, des systèmes fonciers bien gérés et une acceptabilité sociale limitée pour les BECCS.



P3: Un scénario intermédiaire dans lequel les évolutions sociétales et technologiques suivent les modèles historiques. Les réductions d'émissions sont obtenues principalement par la modification de la manière dont l'énergie et les produits sont fabriqués, et dans une moindre mesure, par la réduction de la demande.



P4: Un scénario intense en ressources et en énergie dans lequel la croissance économique et la mondialisation mènent à l'adoption généralisée de modes de vie intenses en gaz à effet de serre, avec une forte demande en combustibles pour le transport et en produits de l'élevage. Les réductions d'émissions sont principalement obtenues grâce à des moyens technologiques, en utilisant beaucoup la capture et le stockage du carbone à travers le déploiement des BECCS.

6. Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (2018) "Rapport spécial du GIEC sur les conséquences d'un réchauffement planétaire de 1,5 °C" <https://www.ipcc.ch/sr15/>

7. Graphique du GIEC (2018) "Caractéristiques de quatre modèles de trajectoires" <https://www.ipcc.ch/site/assets/uploads/sites/2/2019/02/SPM3b.png>

Zéro émission nette d'ici 2050 – C'est trop peu, trop tard

Les échéances lointaines de nombre de ces objectifs à « zéro émission nette » laissent penser qu'ils ne sont pas du tout sérieux ni ambitieux. Ces objectifs lointains « à l'horizon 2050 » signifient la poursuite de l'inaction et d'activités nocives pendant encore des décennies. Trop souvent, les décideurs et chefs d'entreprise annoncent des objectifs à « zéro émission nette à l'horizon 2050 » pour passer pour des précurseurs, sans aucune planification pour prendre de réelles mesures pendant leurs mandats. Ils utilisent en fait ces promesses lointaines pour reporter la responsabilité de ces mesures vers leurs successeurs, lorsqu'il sera bien trop tard. (À supposer que leurs successeurs s'engagent à respecter ces objectifs et ne les révoquent pas). L'Accord de Paris a déclaré comme objectif mondial d'atteindre « un équilibre entre les puits et les sources » de GES d'ici 2050 (c'est-à-dire que tous les GES émis en 2050 soient compensés par des « puits » de carbone, comme les forêts ou autres). Mais, combiné au budget carbone obligeant à rester sous les 1,5°C, cet objectif mondial contraint les pollueurs à vraiment atteindre zéro émission des décennies avant 2050.

Les entreprises de combustibles fossiles comme BP⁸ et Shell⁹ ont annoncé des objectifs à « zéro émission nette d'ici 2050 »¹⁰, se congratulant d'être des « leaders climatiques ». Mais leurs projets indiquent qu'ils prévoient en réalité d'extraire et brûler 120% de combustibles fossiles en plus que la limite permettant de juguler le réchauffement de la planète sous les 1,5°C.¹¹ Cela montre bien combien les programmes à « zéro émission nette » sont dangereux. S'ils sont mis en œuvre, ces programmes vont, dans les faits, rendre l'objectif de limiter le réchauffement mondial à 1,5°C impossible à atteindre.¹²

Les compensations carbone - déplacer l'effort au lieu de réduire les GES

Les objectifs à « zéro émission nette » visent souvent à compenser les GES par le biais d'achat de crédits carbone, aussi appelés « compensations carbone ». Mais la planète n'a pas la capacité suffisante pour éliminer et compenser des GES qui augmentent indéfiniment. Les programmes à « zéro émission nette » ne peuvent donc pas reposer sur les compensations carbone pour limiter le réchauffement à 1,5°C.

Les crédits ou compensations carbone sont souvent achetés par des pays ou entreprises du Nord à des projets dans des pays du Sud, loin du lieu de production des GES. Des acteurs soit-disant plus écologiques, généralement dans le Sud, sont rémunérés pour mener des activités qui réduisent les émissions au nom des pays ou entreprises qui les achètent avec l'objectif climatique affiché de « zéro émission nette ». Les compensations et systèmes d'échange de droits d'émissions carbone impliquent que les pollueurs puisse continuer à polluer sans réaliser les changements nécessaires,¹³ tout en se targuant, en tant qu'institutions séparées, d'être engagés sur la voie du « zéro émission nette ».

Les compensations carbone internationales ont aussi tendance à faire porter le poids de l'action climatique aux pays et communautés du Sud. Par ailleurs, les réductions d'émissions liées à des projets menés au Sud achetées comme crédits de compensation carbone par les pays et entreprises du Nord ne peuvent plus être déclarés comme réductions de GES dans le cadre de leurs propres objectifs climatiques nationaux par la suite. Les pays ayant vendu des crédits carbone résultant de leurs activités de réductions des GES sont donc tenus de prendre des mesures supplémentaires pour réduire leurs propres GES, afin de respecter leurs engagements de l'Accord de Paris - souvent à un coût économique et social plus élevé.

8. Le Guardian (Février 2020) "BP se fixe l'objectif de zéro émission nette d'ici 2050", <https://www.theguardian.com/business/2020/feb/12/bp-sets-net-zero-carbon-target-for-2050>
9. AFP (Avril 2020) "Méfiance des groupes écologistes à l'annonce du plan à « zéro émission nette » de Shell", <https://www.france24.com/en/20200416-green-groups-cautious-as-shell-unveils-net-zero-plan>
10. Inside Climate News (July 2020) "Que signifie "zéro émission nette" pour les grandes compagnies pétrolières ? Contre les idées reçues", <https://insideclimatenews.org/news/15072020/oil-gas-climate-pledges-bp-shell-exxon>
11. Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et al (2019) "L'écart de production", <http://productiongap.org/2019report/>
12. Oil Change International (2020) "Les grandes compagnies pétrolières à l'épreuve des faits", <http://priceofoil.org/content/uploads/2020/09/OCI-Big-Oil-Reality-Check-vF.pdf>
13. Gifford, L. (2020) "On ne peut compter ce qu'on ne peut mesurer: critique de la comptabilisation du carbone forestier", <https://link.springer.com/article/10.1007/s10584-020-02653-1>

La « carte joker » du « nette »

Ces préoccupations signifient que, dans presque tous les cas, les promesses de « zéro émission nette » vont de pair avec un manque d'actions ambitieuses. La plupart des compensations servent en fait à éco-blanchir les activités extrêmement nocives des entreprises, y compris des atteintes aux droits humains, des émissions effrénées et des destructions de l'environnement.

Loin de refléter une quelconque ambition climatique, l'expression « zéro émission nette » est employée par une majorité de gouvernements pollueurs et d'entreprises comme clause dérogatoire leur permettant de fuir leurs responsabilités, délocaliser l'effort environnemental, masquer leur inaction politique voire, dans certains cas, intensifier l'extraction et l'utilisation de combustibles fossiles et augmenter leurs émissions. Ils utilisent l'expression pour « éco-blanchir » leurs activités et continuer à polluer comme avant, voire encore plus qu'avant. Au cœur de ces engagements, des objectifs insuffisants et lointains qui n'appellent à aucune action pendant des décennies, et des promesses de technologies qui ne fonctionneront probablement pas à grande échelle et qui causeraient probablement de profonds dégâts si elles venaient à être adoptées.

Ajouter « nette » à « zéro émission » permet aux pollueurs d'avoir les coudées franches. Une dérobade de plus en plus utilisée pour éviter ou retarder les réductions d'émissions.

Contribuer à sa juste part à l'effort climatique

L'économie mondiale a historiquement beaucoup reposé sur les combustibles fossiles, au seul bénéfice d'une poignée de pays et de sociétés transnationales du Nord. La richesse que ces nations et entreprises ont accumulée est, en elle-même, un pur produit de pratiques colonialistes, impérialistes, racistes et patriarcales - l'exploitation des écosystèmes et des populations du Sud - qui sacrifient les peuples au nom de quelques puissants. C'est cette accumulation concentrée de cupidité et de richesse qui a attisé la crise climatique et qui continue à le faire.

La crise climatique n'est donc pas la même pour tous. Ceux qui y ont le moins contribué en pâtissent le plus. De

même, la réponse à cette crise climatique ne doit pas se fonder sur l'égalité (à part égale pour tout le monde), mais plutôt sur l'équité (chacun doit assumer sa juste part de responsabilité).¹⁴ Les pays du Nord doivent agir bien plus et bien plus rapidement que ceux qui ont moins de moyens et peu de responsabilité historique dans la pollution de l'atmosphère.¹⁵ Tous les pays doivent rapidement diminuer leurs émissions nationales - celles produites dans l'enceinte de leurs frontières - pour vraiment atteindre zéro. Mais les pays développés ont l'obligation morale de le faire plus vite et, de surcroît, d'aider les réductions à zéro émission dans les pays moins développés en première ligne, pour contribuer à leur juste part à l'effort mondial pour faire face à l'urgence climatique.¹⁶ Pour de nombreux pays développés, essentiellement dans le Nord, qui ont abondamment profité de l'économie fondée sur les combustibles fossiles, les responsabilités financières en matière de climat pourraient même s'élever à bien plus qu'une réduction à zéro des émissions nationales. Les pays développés doivent assumer leur responsabilité climatique et prendre en charge la transition écologique - par souci de justice, mais aussi parce qu'un dérèglement climatique incontrôlé n'est dans l'intérêt de personne.

Le rôle des écosystèmes riches en biodiversité dans l'action climatique

L'action climatique requiert des efforts urgents de protection et de restauration des écosystèmes riches en biodiversité sur la planète. Ils agissent en effet comme des puits naturels vitaux pour le dioxyde de carbone. Ils jouent un rôle crucial dans le cycle du carbone de la Terre et ils régulent les niveaux atmosphériques de CO₂. Pourtant, avec l'accélération de la déforestation et de la dégradation, les surfaces terrestres abritant des écosystèmes naturels vivaces s'amenuisent, accélérant encore davantage l'augmentation des températures et rendant les conditions météorologiques plus erratiques. La quantité de terres susceptibles d'être occupées par des écosystèmes sur la planète est limitée (et par là-même les quantités de CO₂ qu'ils pourraient piéger).

Des études démontrent que les écosystèmes naturels à forte biodiversité piègent beaucoup plus efficacement le carbone que les plantations forestières; ils sont aussi plus résilients aux sécheresses, aux incendies et aux inondations; et la manière la plus efficace de protéger

14. Publication conjointe de la société civile (2015) "Justes parts: l'équité par la société civile", <http://civilsocietyreview.org/report/>

15. Calculateur d'équité climatique de référence <http://civilsocietyreview.org/report/>

16. Amis de la Terre International (page web) "Les parts équitables pour le climat", <https://www.foei.org/fr/part-equitable-climat>

ces écosystèmes est de préserver les droits des peuples autochtones qui en sont les gardiens traditionnels.¹⁷

Par conséquent, se servir des écosystèmes pour réduire les émissions ne peut fonctionner qu'à plusieurs conditions. Seuls les écosystèmes présents sur le territoire national d'un pays doivent entrer en compte dans le calcul des émissions de ce pays, et il faut en exclure le carbone piégé par les écosystèmes appartenant à d'autres pays. Des mesures doivent protéger et restaurer les écosystèmes naturels nationaux et sauvegarder les droits des peuples autochtones et des communautés locales. Par ailleurs, les écosystèmes sont aussi vulnérables à l'abattage et aux destructions liées au changement climatique. Leur capacité de stockage est donc temporaire et instable. Le carbone piégé dans les écosystèmes doit donc être comptabilisé de manière transparente et séparément des émissions industrielles.¹⁸ Il est aussi important de remarquer que, pour les peuples autochtones et les communautés locales, ces écosystèmes ne sont pas qu'un moyen de survie: ils sont aussi une référence spirituelle, qui va au-delà de la valeur attribuée aux arbres en matière d'absorption carbone.

C'est seulement à ces conditions, et si les émissions industrielles sont suffisamment réduites, que le carbone piégé dans ces écosystèmes pourrait contribuer de manière réaliste à vraiment ramener les émissions nationales à zéro.

Il faut de vrais objectifs fondés sur de vraies solutions

Ne pas agir pour juguler la crise climatique a été érigé au rang de plus grande menace pour l'humanité. Le « zéro émission nette » rend cette menace bien réelle.

Annouer simplement un objectif à « zéro émission nette d'ici 2050 » n'est clairement pas un engagement à des mesures climatiques sérieuses. Dans les faits, ces annonces sont très souvent faites pour dissimuler une absence d'action réelle. La plupart de ces annonces à « zéro émission nette » sont malheureusement, au mieux, de la poudre aux yeux, et, au pire, des duperies délibérées qui contribuent à l'augmentation des émissions, aux injustices, au racisme, au patriarcat, au colonialisme et au capitalisme.

Les pays du Nord et entreprises qui ont en grande partie causé le changement climatique veulent nous faire croire

que leurs engagements à « zéro émission nette » et leurs systèmes de compensation dangereux à l'efficacité non avérée vont nous sauver. Beaucoup reconnaissent l'urgence d'agir mais estiment qu'il est trop tard et que notre seul espoir réside dans des stratégies comme les BECCS et les marchés carbone, ou dans des technologies de géo-ingénierie dangereuses, même si elles sont risquées et susceptibles de ne pas fonctionner.

Il est trop tard, en effet, pour prendre des demi-mesures et se laisser dangereusement distraire par ces artifices qui sous-tendent la plupart des plans d'action à « zéro émission nette ». Notre seul espoir est de mettre en œuvre rapidement des solutions fondées sur les populations qui mènent à une véritable réduction des émissions à zéro. Malgré tout ce que les pollueurs veulent bien nous faire croire, ces solutions réelles existent et fonctionnent lorsqu'elles sont appliquées à grande échelle. Ces solutions permettraient d'éviter un emballement incontrôlé du dérèglement climatique, elles restaureraient l'équilibre de la nature et elles amélioreraient radicalement la vie des gens. Parmi elles, des solutions comme:

- passer à des systèmes à énergie 100% renouvelable sous contrôle démocratique en créant de nouveaux emplois et en protégeant les travailleurs.
- passer d'une agriculture industrielle à des pratiques agroécologiques, en mettant un terme aux subventions à effets pervers et à l'utilisation des engrais chimiques.
- investir dans les infrastructures pour des transports publics électriques de masse, gratuits ou fortement subventionnés, et rendre les villes moins dépendantes à la voiture et plus adaptées aux vélos.
- investir publiquement dans la modernisation des vieux bâtiments à faible efficacité énergétique et veiller à ce que des systèmes de chauffage et de climatisation efficaces soient installés dans tous les nouveaux logements, par le biais de politiques publiques qui les rendent abordables pour tous.

Annouer simplement un objectif à « zéro émission nette d'ici 2050 » n'est clairement pas un engagement à proposer un plan d'action climatique sérieux. Lorsque l'annonce est faite par des entreprises et des pays du Nord, elle revient plutôt à admettre publiquement leur manque d'irresponsabilité et immoral à agir. Si nous voulons avoir une chance d'éviter un dérèglement climatique incontrôlé, nous avons besoin d'objectifs qui appellent de vraies mesures et à appliquer des solutions réelles pour nous amener vraiment à zéro émission - de manière rapide et équitable.

17. Climate, Land, Ambition & Rights Alliance (CLARA) (2018) "Options manquantes pour une limitation du réchauffement climatique à 1,5°C: rôle du secteur foncier dans une action ambitieuse en matière de climat", <https://www.climatelandambitionrightsalliance.org/report>

18. McLaren et al (2019) "Au-delà du "zéro émission nette": pour une séparation des objectifs de réductions d'émission et des objectifs d'émissions négatives", <https://www.frontiersin.org/articles/10.3389/fclim.2019.00004/full>

Un extrait du rapport “Vraies solutions, vrai zéro” (2019) co-écrit par Corporate Accountability, WhatNext? et d'autres.¹⁹

Vraies solutions climatiques:

Cette liste reprend juste quelques exemples de vraies solutions et d'outils de politiques publiques que les pays devraient utiliser dès maintenant pour impulser un véritable changement, même si elles s'appliquent à des échelles de temps différentes (d'où l'importance de les mettre en œuvre immédiatement et parallèlement à une transformation de la consommation et des comportements). Beaucoup sont déjà mises en œuvre au niveau national et local. Plusieurs de ces mesures peuvent facilement être appliquées directement, d'autres nécessitent une coopération internationale.

Comportements, consommation et équité

- Cibler la surconsommation et le gaspillage de la part des entreprises et des riches élites.
- Réduire les niveaux absolus d'utilisation d'énergie et la consommation globale chez les populations mondiales les plus riches.
- Assurer des transitions justes dans tous les secteurs qui garantissent une reconversion des travailleurs vers de nouveaux emplois sûrs et écologiques.
- Veiller à ce que ces solutions réelles soient rendues possibles dans les pays en développement les moins responsables du changement climatique, conformément aux principes des justes parts et des responsabilités communes mais différenciées.

Energies renouvelables

- Planifier une refonte des systèmes énergétiques et remplacer les combustibles fossiles centralisés aux mains des entreprises (et autres technologies comme le nucléaire, les méga-barrages et les biocarburants), par des systèmes non-polluants, sûrs, aux mains des populations et des communautés.
- Mettre en œuvre des politiques publiques, des investissements et des incitations pour une transition juste et équitable vers une énergie 100% renouvelable (d'ici 2030 pour les pays développés), qui permette une démocratie énergétique, la création de nouveaux emplois, qui encourage la distribution, le contrôle local et la propriété communautaire de l'énergie renouvelable, et qui protège les travailleurs et communautés les plus touchées par les économies extractives.
- Mettre sur pied des programmes de financements, des technologies et des capacités pour le climat dans le cadre de la CCNUCC, ainsi que d'autres moyens, conformément au principe des justes parts incombant aux pays, pour soutenir les capacités des pays en développement à passer rapidement à une énergie 100% renouvelable.
- Abolir les droits de propriété intellectuelle et autres freins au développement de technologies saines pour l'environnement, abordables et accessibles.

Combustibles fossiles

- Imposer un moratoire immédiat sur toute nouvelle extraction de combustibles fossiles.
- Élaborer des traités et accords juridiques pour encadrer le déclin rapide et équitable des combustibles fossiles existants.
- Mettre fin aux subventions aux producteurs promouvant les combustibles fossiles.

19. LIFE - Education, Sustainability, Equality, WhatNext?, Corporate Accountability, Global Forest Coalition, Don Lehr, Indigenous Environmental Network, & Plataforma Boliviana Frente al Cambio Climatico (2019) “Des solutions réelles pour une vraies réduction à zéro des émissions: comment l'article 6.8 de l'Accord de Paris peut contribuer à ouvrir la voie vers la limitation à 1,5°C”, https://www.corporateaccountability.org/wp-content/uploads/2019/11/Article-6.8-of-the-Paris-Agreement-A-Non-Market-Approach-to-1_5_v4_FINAL.pdf

Education et participation

- Renforcer et développer l'éducation à l'utilisation durable des ressources et au changement climatique dans les programmes scolaires pour faciliter la participation aux actions climatiques et développer les vraies solutions nécessaires à la lutte contre le dérèglement climatique.
- Garantir l'accès du public à l'information de manière à ce qu'elle soit accessible et compréhensible, et qu'elle incite les gens à participer au développement de solutions climatiques.

Alimentation et terres

- Conserver l'intégrité écologique des écosystèmes naturels et préserver la biodiversité.
- Garantir les droits fonciers et les régimes d'occupation des terres pour les peuples autochtones et les communautés locales.
- Transformer rapidement l'agriculture industrielle dans le sens de pratiques agroécologiques par de véritables politiques et incitations, combinées à la suppression de toutes les subventions perverses et à l'abandon des engrais chimiques.
- Promouvoir et soutenir les écosystèmes – et les solutions communautaires pour lutter contre le changement climatique, dont les systèmes agricoles fondés sur l'agroécologie et la conservation communautaire des écosystèmes à forte biodiversité (comme les prairies et les forêts). Ce sont des solutions communautaires qui protègent la biodiversité et l'intégrité des écosystèmes tout en préservant la souveraineté et les droits alimentaires, et qui offrent des avantages considérables en terme d'atténuation.
- Étendre largement la restauration écologique afin de rétablir les forêts, tourbières et autres écosystèmes détériorés, à la fois pour le climat et pour la biodiversité, en garantissant le droit foncier et les régimes d'occupation des terres pour les peuples autochtones et les communautés locales, de vraies politiques publiques et des fonds publics.
- Appuyer la conservation des forêts par les communautés en adoptant des politiques gouvernementales qui soutiennent la sécurisation des régimes d'occupation foncière et d'accès foncier, l'agriculture durable, la souveraineté alimentaire et les moyens de subsistance durables qui respectent les droits et savoirs traditionnels des peuples autochtones et des communautés locales.

Logement

- Élaborer des plans d'investissement public qui garantissent la modernisation des vieux bâtiments énergivores et des normes de chauffage passif pour tous les nouveaux bâtiments.
- Établir de nouvelles normes pour une climatisation hautement performante, avec des mesures ciblées pour la rendre abordable à tous.

Transports

- Des investissements dans les infrastructures pour des transports publics électriques de masse, gratuits ou à des tarifs fortement subventionnés.
- Des villes sans voitures et des vélos (et vélos électriques) subventionnés.
- Des normes strictes sur les émissions pour toutes les nouvelles voitures avec, par exemple, un durcissement de 10% par an. Interdire la vente de voiture à combustibles fossiles (d'ici 2030 dans les pays développés)
- Garantir des investissements publics majeurs dans le réseau ferré électrique.
- Interdire immédiatement les extensions d'aéroports, en particulier dans les pays développés.

act:onaid



**Les Amis
de la Terre
International**



TWN
Third World Network

what?
next?